

Carême (4/5) témoignages d'Argentine

Cette enseignante dans une école de la famille agricole (EFA) permet à des jeunes d'exercer le métier qu'ils aiment de manière responsable.

Alicia Canteros

Enseignante en agronomie

Santa Ana, Corrientes (Argentine)
De notre envoyé spécial

Ce sont deux longs bâtiments de préfabriqué des années 1980 qui se font face. Entre eux une vaste pelouse verte comme en ces temps de pluie d'été de mars. Plus loin, un potager, d'un côté, et de l'autre, un poulailler et une étable où des cochons s'engraissent paisiblement. Partout, de jeunes élèves s'affairent. Ils suivent l'enseignement de l'EFA de Santa Ana. Alicia Canteros et son époux Esteban se partagent le vaste fouillis d'un des bureaux donnant sur l'herbe. La première est la responsable des études. Le second est le directeur de cette « école de la famille agricole » (Escuela de la familia agrícola).

Alicia Canteros, ce jour-là, est en train d'orchestrer le déménagement des dortoirs aux lits superposés des garçons et des filles qui commencent leur année scolaire, l'Argentine étant située dans l'hémisphère Sud. Ils sont 140 élèves à suivre pendant un cursus de sept années cette scolarité en alternance, inspirée de l'exemple français des maisons familiales rurales créées en 1937. « C'est une forme de combat », résume-t-elle. Le premier est agricole. « Il faut respecter la nature et sa biodiversité. » Ici, on apprend à faire croître plantes et animaux de manière naturelle.

Le second de ses combats concerne la fragilité des petits agriculteurs de la province de Corrientes, qui doivent lutter devant les avancées de l'agrobusiness. « En France, les agriculteurs familiaux sont subventionnés par l'État. Ici, ce n'est pas le cas. Certains parents se partagent un hectare et ont sept enfants, alors que des milliers d'hectares sont vides. Comment ces enfants peuvent-ils rester sur leur terre ? Nous voulons leur proposer un projet de vie. »

Dans l'EFA, les familles font partie de l'enseignement. Chaque élève étudie en alternance - une semaine à l'école, une semaine dans sa famille où il doit mener un projet agricole. La première année, l'élève créera un potager. La quatrième an-



Rocío Navarro

Enseigner à respecter la nature

née, il ou elle devra élever une vingtaine de poulets. L'école de Santa Ana est autosuffisante pour nourrir ses 140 pensionnaires. Elle produit légumes, œufs, fromage, viande. Et vend miel, jambon et confitures.

C'est aussi un combat politique que livre le couple Canteros. « C'est en lien avec ma foi. Je défends ce que le Seigneur a créé, explique Alicia. Il est essentiel de ne pas modifier la nature. C'est comme l'exercice de la pédagogie : il s'agit de respecter la dignité de chacun, sa manière d'être, et voir comment nous pouvons cheminer ensemble. » Elle est appuyée par Incupo, un partenaire du CCFD-Terre solidaire, qui lui apporte support technique et équipements nécessaires.

Avant d'entreprendre des études de travailleur social, il y a une bonne vingtaine d'années, Alicia avait débuté son noviciat dans une



1000 km

congrégation religieuse espagnole, à Buenos Aires. « Ma supérieure m'a envoyée assister des prostituées mineures qui devenaient mères. J'ai compris que je voulais mes propres enfants et ma supérieure a compris que je renonce. Elle m'a dit qu'elle me voulait heureuse », raconte-t-elle. Aujourd'hui, elle et son mari sont les parents de trois grands enfants.

Son histoire avec l'Église n'était pas finie. Le prêtre de Santa Ana leur a demandé en 1997 de fonder cette école, lui-même en devenant le représentant légal les cinq premières années. « Pour assoir la crédibilité de l'institution face à l'État ». C'est là une autre bataille à livrer. Le budget de l'établissement dépend à 60% de l'administration. Le reste venant de donateurs et des frais de scolarité payés par les familles. « Mais, la province de Corrientes est du côté des grands propriétaires », soupire Alicia Canteros. Résultat, les IR EFA de la province peinent à régler leurs fins de mois.

« À Santa Ana, une partie seulement des 17 professeurs sont payés par la province. Alors, depuis une vingtaine d'années nous mettons en commun les salaires pour nous les partager ensuite », explique la directrice des études. Elle explique aussi



Pendant cinq semaines, une série de rencontres en Argentine avec des partenaires du CCFD-Terre solidaire jalonne le chemin de Carême, qui conduit à Pâques. Ces habitants ruraux contribuent chacun au « Temps des solutions », prôné par l'ONG, pour bâtir un monde plus juste et fraternel.

« Dieu dénie toute prétention de propriété absolue »

Le CCFD-Terre solidaire a relevé cinq extraits de l'encyclique Laudato si', du pape François. La quatrième porte sur le droit à la terre :

« Chaque communauté peut prélever de la bonté de la terre ce qui lui est nécessaire pour survivre, mais elle a aussi le devoir de la sauvegarder et de garantir la continuité de sa fertilité pour les générations futures ; car en définitive "au Seigneur la terre", à lui appartiennent "la terre et tout ce qui s'y trouve". Pour cette raison, Dieu dénie toute prétention de propriété absolue : "La terre ne sera pas vendue avec perte de tout droit, car la terre n'appartient, et vous n'êtes pour moi que des étrangers et des hôtes." »

comment le précédent président argentin, le libéral Mauricio Macri, avait pris soin d'enlever à ses élèves l'aide au transport pour rentrer dans leurs familles ou les bourses pour accéder à l'université.

Alicia Canteros ne vacillera pas. Elle sait qu'elle est dans le sens de l'histoire. « Nous avons fondé un réseau d'agroécologie dans toute la zone, avec l'appui d'Incupo, depuis sept ans. Ce mouvement s'étend en Amérique latine et dans la Caraïbe. Il écarte l'utilisation d'engrais et de conservateurs artificiels, et utilise des semences naturelles. Nous gagnons », ajoute-t-elle avec détermination pendant que, derrière elle, des élèves transportent leurs matelas vers le nouveau dortoir des filles.

Pierre Cochez

Mercredi prochain
Fernando Fleita, agriculteur